

## Quel “impact Trump” en Asie Centrale ?

Par Didier Chaudet\*

C'est peu dire que les spécialistes des questions diplomatiques ou sécuritaires aux États-Unis, ne voulaient pas d'une administration Trump. Y compris parmi ceux qui sont associés aux Républicains. On se souvient qu'en mars 2016, pas moins de 130 Républicains, analystes et acteurs clés dans le domaine des relations internationales et de la sécurité, ont signé une lettre appelant à ne pas voter pour... « leur » candidat<sup>1</sup>.

Et pourtant, le voici aujourd'hui au pouvoir. Et le fait qu'il y ait maintenant un tel fossé entre sa campagne et les experts des *think tanks* et des centres de recherche américains rend une analyse prospective pour le moins hasardeuse<sup>2</sup>. Auparavant, le profil des conseillers issus de ce monde, rejoignant la nouvelle administration à différents niveaux, permettaient de savoir quelles orientations pouvaient être prises. Par ailleurs, quel que soit ce qui a été théorisé pendant une campagne présidentielle, américaine ou autre, le leadership politique est souvent dans la réaction face aux événements une fois au pouvoir, plutôt que dans l'application d'un programme. Ainsi, qui aurait pu se douter, lorsque que W. Bush a été élu en 2000, que le 11 Septembre aurait lieu ? George W. Bush candidat, qui ne voulait pas intervenir autant à l'international se retrouve alors contredit par W. Bush président. Ce dernier a oublié son ciblage prioritaire d'origine (Chine surtout, comme Trump) pour s'inspirer des néoconservateurs et autres interventionnistes voulant changer la face du Moyen-Orient et imposer l'unilatéralisme américain au monde<sup>3</sup>. Affirmer savoir comment la diplomatie sous Trump va *forcément* évoluer, donc, ce serait uniquement montrer une piètre connaissance de l'Histoire récente américaine.

---

\*Voir sa biographie en annexe

<sup>1</sup> Voir War on the Rocks Staff, “Open Letter on Donald Trump from GOP National Security Leaders”, *War On the Rocks*, 2 mars 2016, <http://warontherocks.com/2016/03/open-letter-on-donald-trump-from-gop-national-security-leaders/>, accès le 25 novembre 2016.

<sup>2</sup> *The Economist*, “Why think-tanks are concerned about a Trump administration”, 17 novembre 2016, <http://www.economist.com/blogs/democracyinamerica/2016/11/worried-wonks>. Accès le 1er décembre 2016.

<sup>3</sup> Il aurait été malgré tout possible de se douter d'une telle orientation au moins avec l'administration W. Bush: son choix de Vice-Président, Dick Cheney, connu pour ses positions de « faucon », toujours en tandem avec Donald Rumsfeld, ministre de la Défense, et le fait qu'un certain nombre de néoconservateurs aient été acceptés dans l'administration W. Bush, à différents niveaux, laissait présager que l'option d'un certain isolationnisme en réaction aux années Clinton était un leurre. Malgré tout, c'est bien le 11 septembre 2001 qui a permis aux “faucons”, interventionnistes mais sans idéologie autre que la suprématie américaine (ligne Cheney) et aux néoconservateurs, de pousser ensemble vers un interventionnisme qui a donné la “guerre contre le terrorisme” et l'invasion de l'Irak. Sur cette poussée “impériale-démocrate”, voir notamment Ivo H. Daalder, *America Unbound: The Bush Revolution in Foreign Policy*, New York : Waley, 2005

Mais tout en acceptant les limites de l'analyste, surtout en cette période de transition entre administrations, et avec ce « *President-Elect* » en particulier, on peut malgré tout tenter une réflexion prospective en s'appuyant sur trois grands axes :

- la diplomatie américaine concernant l'Asie Centrale, et notamment ses orientations les plus récentes, parce qu'il est très probable que pour des raisons de continuité administrative et diplomatique, la logique qui préside à la politique étrangère américaine en Asie Centrale en 2016 ne change pas radicalement, en tout cas pas dès 2017 ;
- ce que l'on sait de la vision diplomatique de Donald Trump et de son entourage...
- ... et ce que ces deux points vont signifier pour la politique américaine en Asie Centrale aujourd'hui.

### *L'approche récente de l'administration Obama*

Quand Barack Obama est devenu le 44<sup>ème</sup> président des États-Unis à partir du 20 janvier 2009, il a hérité, en fait, d'une certaine continuité dans la politique étrangère américaine face à l'Asie Centrale.

Washington ne s'est penché sur cette partie du monde que quand un danger interne à celle-ci, ou dans l'environnement régional centrasiatique, demandait de s'y intéresser. Il n'est pas rare, lors d'entretiens avec des spécialistes locaux des relations internationales, d'entendre dire que l'Asie Centrale n'attire jamais par elle-même. Et c'est vrai : cela explique d'ailleurs les variations de la diplomatie américaines face aux régimes centrasiatiques.

Ainsi sous l'administration Clinton, les critiques étaient très vives contre la présidence d'Islam Karimov en Ouzbékistan, en tout cas du côté de la Maison Blanche et du Département d'État. Mais à la fin des années 1990, on voit le Pentagone tenir un discours totalement différent, et montrer un grand intérêt à l'égard de Tachkent. C'est non seulement l'époque où I. Karimov a prouvé qu'il s'alignerait systématiquement sur les positions américaines à l'international (sur l'Iran, Israël, et la Russie, notamment) ; mais c'est aussi le moment où les Américains comprennent, progressivement, le danger que représente l'Afghanistan gouverné par les Talibans. Par la suite, l'administration W. Bush a moins changé son regard sur l'Asie Centrale qu'elle ne s'est adaptée à la situation : après le 11 septembre, obtenir le droit d'avoir des bases militaires dans la région pour mieux frapper en Afghanistan, est apparu comme essentiel. Comme pour des raisons politiques, il était difficile de faire transiter soldats et matériel en masse via l'Iran, et pour ne pas dépendre du seul Pakistan, l'Asie Centrale est devenue une région soudainement importante après le 11 septembre. Mais on remarque qu'une fois les bases militaires acquises, si les Américains souhaitent avoir une influence dans la région, ils n'en font pas une priorité absolue. Ce qui déroute notamment l'Ouzbékistan de l'époque, c'est qu'il s'attendait à devenir l'« Israël » de la région, en tant qu'allié se considérant, avec raison à l'époque, comme clairement fidèle<sup>4</sup>. Ainsi les pays centrasiatiques s'attendaient à ce que les critiques sur les droits de l'Homme disparaissent définitivement. Ils

---

<sup>4</sup> Sur cette période des relations États-Unis – Asie Centrale, voir notamment Shahram Akbarzadeh, *Uzbekistan and the United States: Authoritarianism, Islamism and Washington's Security Agenda*, London : Zed Books, 2013.

n'ont pas pris en compte le fait que même si le Pentagone est bien le fer de lance de la diplomatie américaine <sup>5</sup>, il n'était pas tout puissant. Des ONG et des acteurs politiques/diplomatiques ont continué à critiquer les atteintes aux droits de l'Homme en Ouzbékistan ; et même si cette critique ne représentait pas la position officielle des États-Unis, cela devait nourrir une certaine rancœur à Tachkent. Associé à la déception de voir les Américains s'intéresser plus à l'Afghanistan, au Pakistan, à l'Iran et à la Russie qu'à l'Asie Centrale, on comprend que le choc provoqué par la situation à Andijan (le 13 mai 2005) ait signifié un certain coup d'arrêt, visible par tous, dans les relations entre Washington et Tachkent, et plus généralement les capitales centrasiatiques, pour le plus grand plaisir de Moscou.

Mais coup d'arrêt ne signifie pas rupture totale de la relation américano-centrasiatique. Si l'Asie Centrale n'a jamais été une priorité pour elle-même, elle n'est pas sans présenter d'intérêt. Bien sûr, ce qu'on a pu constater à la fin du deuxième mandat du président W. Bush et plus encore lors des premières années de l'administration Obama, c'est un certain désengagement. Mais il était logique, suivant l'approche évoquée plus haut. L'Asie Centrale comptait beaucoup au début de la guerre contre le terrorisme au nom de la guerre en Afghanistan. L'évolution de la situation dans ce dernier pays a eu un impact sur l'aide apportée à ses voisins du nord. En 2010, on a tout de même encore une aide militaire et financière de l'Amérique à la région de 649 millions de dollars. Somme particulièrement importante pour la région, et octroyée parce que l'Afghanistan, alors la « guerre juste » d'Obama, était au cœur de son action à l'intérieur. Cette même année, 100 000 soldats américains se trouvaient sur ce front de la « guerre contre le terrorisme ». Avec un engagement militaire américain moindre en Afghanistan depuis 2013, l'intérêt, et l'aide financière, ont baissé. Ainsi en 2014, cette dernière n'est que de 148 millions de dollars pour l'Asie Centrale <sup>6</sup>. Associée à la montée en puissance de la Chine à la même époque (projet de « nouvelle Route de la Soie » lancé en 2013, et auparavant transformation de l'Empire du Milieu en quasi-« banque centrale » de la zone vu l'importance de ses investissements), il était facile de confondre ce retrait limité mais logique avec un abandon de la région.

Pourtant, malgré son caractère actuellement secondaire, l'Asie Centrale n'a pas été oubliée par l'administration Obama. Surtout cette dernière année, dans la région, elle a strictement suivi la philosophie qui guide la diplomatie du 44<sup>ème</sup> président partout ailleurs : « Don't do stupid stuff », ne rien faire de stupide... comme la guerre d'Irak de 2003, ou plus généralement la diplomatie unilatéraliste de W. Bush. On le voit dans son rapport à l'Iran ou à l'Afghanistan : c'est la conscience des limites des capacités américaines, et le désir d'éviter de créer de nouveaux problèmes, qui a dominé l'approche d'Obama <sup>7</sup>. Début novembre 2015,

---

<sup>5</sup> Rappelons que pour cette année fiscale 2016, le Pentagone a reçu 600 milliards de dollars, dix fois plus que le budget du Département d'Etat... Voir Jonathan Broder, "Why the US spends more on war than it does on diplomacy", *Newsweek*, 29 juin 2016, <http://europe.newsweek.com/state-department-pentagon-diplomacy-475655?rm=eu>. Accès le 1er décembre 2016.

<sup>6</sup> Eugene Rumer, Richard Sokolsky, Paul Stronsky, "US Policy Towards Central Asia 3.0", *Carnegie Endowment for International Peace*, 25 janvier 2016, <http://carnegieendowment.org/2016/01/25/u.s.-policy-toward-central-asia-3.0-pub-62556>. Accès le 1er février 2016.

<sup>7</sup> Jeffrey Goldberg, "The Obama Doctrine", *The Atlantic*, avril 2016, [http://www.theatlantic.com/magazine/archive/2016/04/the-obama-doctrine/471525/?utm\\_source=SFTwitter](http://www.theatlantic.com/magazine/archive/2016/04/the-obama-doctrine/471525/?utm_source=SFTwitter). Accès le 20 novembre 2016.

l'intérêt de ce dernier pour l'Asie Centrale a été prouvé avec le déplacement de son Secrétaire d'État, John Kerry. Il s'agissait de répondre avant tout à des craintes locales face à la situation en Afghanistan (notamment la prise temporaire de Kunduz par les Talibans). Kerry a affirmé, pendant ce déplacement, que l'Amérique soutiendrait la défense des frontières et le contre-terrorisme en Asie Centrale. Mais il a aussi tenu à rappeler qu'une politique sécuritaire trop répressive et frappant de façon indiscriminée pourrait être contreproductive<sup>8</sup>. Le but était également de lancer un nouveau format, C5+1, c'est-à-dire une rencontre entre les représentants des pays d'Asie Centrale post-soviétique dans leur ensemble et les États-Unis. Le 1<sup>er</sup> novembre, John Kerry a donc rencontré les ministres des Affaires étrangères de la région. Le but est d'inciter à un dialogue inter-régional dans ce rapport renouvelé à Washington et au-delà, le moyen d'inciter à un meilleur dialogue régional ? Au-delà de la question sécuritaire, une aide financière américaine spécifique. Il ne s'agit pas d'investir dans les infrastructures, l'approche chinoise d'une « Nouvelle Route de la Soie » s'en charge déjà. Le soutien américain doit se concentrer sur le soutien aux jeunes entrepreneurs, et aider à développer un climat plus propice à d'autres investissements<sup>9</sup>. Ce choix spécifique signifie, bien entendu, une certaine vision de ce que devrait être l'Asie Centrale dans le futur : une région où les États coopèrent sans se tourner systématiquement vers la Russie, et où des investissements, des entreprises peuvent se développer sans être gênés par des acteurs prédateurs ou corrompus associés aux pouvoirs en place. Mais elle ne s'oppose objectivement ni à l'influence russe, ni à la montée en puissance de la Chine dans la région. Elle a donc le grand avantage de ne pas provoquer de réaction négative de la part des autres puissances. Hélas, on peut craindre que Donald Trump ne suive pas la logique d'Obama et son désir de ne « rien faire de stupide »...

### *La diplomatie de la future administration Trump : analyse générale*

On peut aller très vite sur des lapalissades évidemment vraies sur Donald Trump, mais qui ne nous apprennent pas beaucoup sur ses intentions en politique étrangère : il est amoral, pas véritablement intéressé par une diplomatie fondée sur des valeurs comme les droits de l'Homme ; il voit les choses en termes transactionnels et n'est pas un idéologue : c'est ce qui explique qu'il a pu dire, plus d'une fois, tout et son contraire sur beaucoup de sujets, et pas seulement en politique étrangère. Contentons-nous de dire l'évidence, pour ce *President-elect* en particulier, mais aussi en partie pour les autres avant lui : on ne peut savoir avec exactitude quelle sera sa politique étrangère. Non seulement il a été autrement plus flou que ses prédécesseurs ; mais encore une fois, parce que les événements internationaux l'affecteront forcément. Pourtant, on peut deviner quelques grandes lignes importantes de sa future diplomatie.

---

<sup>8</sup> Voir par exemple Richard Weitz, "Building on Kerry's Central Asian tour", *The CACI Analyst*, 22 décembre 2015, <http://www.cacianalyst.org/publications/analytical-articles/item/13315-building-on-kerrys-central-asian-tour.html>. Accès le 20 novembre 2016.

<sup>9</sup> Alexander Kim, "Central Asian Republics Welcome New US Approach Toward Region", *Eurasia Daily Monitor – Jamestown Foundation*, Vol.12, num.113, 30 novembre 2015, [http://www.jamestown.org/regions/centralasia/single/?tx\\_ttnews%5Bpointer%5D=3&tx\\_ttnews%5Btt\\_news%5D=44839&tx\\_ttnews%5BbackPid%5D=53&cHash=f74e37db658487ef4ba1ed4d75509e60#.V01LICOLS2x](http://www.jamestown.org/regions/centralasia/single/?tx_ttnews%5Bpointer%5D=3&tx_ttnews%5Btt_news%5D=44839&tx_ttnews%5BbackPid%5D=53&cHash=f74e37db658487ef4ba1ed4d75509e60#.V01LICOLS2x). Accès le 2 février 2016.

On peut déjà abandonner l'idée selon laquelle il serait un « isolationniste ». Cela n'a pas grand sens. Tout d'abord parce que son principal titre de gloire « anti-guerre » est d'avoir vertement critiqué la guerre en Irak de 2003 pour mieux attaquer son concurrent Jeb Bush... Mais il semble ne s'être opposé à cette invasion qu'une fois cette dernière devenue difficile, après l'avoir soutenue<sup>10</sup>. Par ailleurs, il veut augmenter les dépenses militaires<sup>11</sup>, ce qui n'est pas l'attitude d'un pacifiste. Ni même de quelqu'un qui penserait à l'économie plus qu'à la géopolitique : l'armée américaine étant la plus puissante au monde, y investir des sommes qui pourraient servir à d'autres secteurs plus en difficulté<sup>12</sup> est l'attitude d'un président prêt à user de l'outil militaire. Et des traités ont été signés par le passé engageant cette armée à défendre plus d'une cinquantaine d'États. On voit mal Trump rejeter des engagements parfois anciens au nom de ses prises de position pendant la campagne présidentielle. Il risquerait de rencontrer de multiples oppositions, dans la société civile, dans l'armée elle-même, et, plus gênant pour appliquer son programme, le Congrès. Il est bien possible que son entourage et lui-même aient bien intégré ce fait simple, et que sa rhétorique n'ait été qu'une attitude de « businessman ». Ainsi, ses critiques envers des alliés des Américains ne faisant pas assez d'efforts pour se protéger eux-mêmes seraient d'abord un moyen de faire pression sur les Européens et les pays amis en Asie plus qu'un désir réel de détruire l'Otan ou d'abandonner le Japon et la Corée du Sud. Une façon de les pousser à assumer une plus grande part du fardeau militaire<sup>13</sup>... et une attitude qui n'est pas sans rappeler celle de Barack Obama. En effet, le 44<sup>ème</sup> président, conscient du coût financier, politique et humain des actions unilatérales directes, a su externaliser le coût de la guerre, notamment au Moyen-Orient<sup>14</sup>. Par exemple, on sait aujourd'hui que les États-Unis ont aidé les milices chiites pro-iraniennes en guerre contre Daech en Irak en leur fournissant un soutien aérien. De la même manière, on voit des pays du Golfe agir avec l'aide indirecte américaine (logistique, renseignement, parfois soutien aérien) et sa bénédiction en Libye, en Syrie, au Yémen<sup>15</sup>. En fait, la pression

---

<sup>10</sup> Lauren Carroll et Jon Greenberg, "Trump repeats wrong claim that he opposed Iraq War", *Politifact*, 7 septembre 2016, <http://www.politifact.com/truth-o-meter/statements/2016/sep/07/donald-trump/trump-repeats-wrong-claim-he-opposed-iraq-war/>. Accès le 30 septembre 2016.

<sup>11</sup> Alan Zarembo, "Trump's Promises on Defense Spending Draw Praise but Questions Linger", *Los Angeles Times*, 5 décembre 2016, <http://www.military.com/daily-news/2016/12/05/defense-forum-trump-promises-spending-draw-praise-other-linger.html>. Accès le 5 décembre 2016

<sup>12</sup> On pense notamment à l'état lamentable des infrastructures, et au manque cruel d'argent pour les rénover. Voir, par exemple, Stéphane Lauer, "Aux Etats-Unis, les ponts et routes en manque d'investissements", *Le Monde*, 4 juillet 2016, [http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/07/04/aux-etats-unis-les-ponts-et-routes-en-manque-d-investissements\\_4963223\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/07/04/aux-etats-unis-les-ponts-et-routes-en-manque-d-investissements_4963223_3234.html). Accès le 11 août 2016.

<sup>13</sup> Benjamin H. Friedman, "The Trump Administration Will Be Hawkish", *War On The Rocks*, 18 novembre 2016, <http://warontherocks.com/2016/11/the-trump-administration-will-be-hawkish/>. Accès le 3 décembre 2016.

<sup>14</sup> Et l'approche d'Obama lui-même sur les questions militaires n'est pas sans rappeler les idées... de la doctrine Rumsfeld. En effet, cette dernière, au niveau militaire, prônait une armée se caractérisant d'abord par sa capacité à utiliser les atouts offerts par la technologie, réactive et rapide plutôt que massive comme sous la Guerre froide, et évitant une présence militaire trop lourde et classique en territoires étrangers. Obama, loin de rompre avec les idées de ses prédécesseurs ici, les applique en fait plus fidèlement que l'administration Bush. Voir Nick Turse, *The Changing Face of Empire : Special Ops, Drones, Spies, Proxy Fighters, Secret Bases and Cyber Warfare*, Chicago : Haymarket, 2012, p.2.

<sup>15</sup> Andreas Krieg, "Externalizing the Burden of War : the Obama Doctrine and US Foreign Policy in the Middle East", *International Affairs*, Volume 92, numéro 1, 2016, pp.106-107.

de Trump sur ses alliés en Asie et en Europe, et la diplomatie d'Obama, se nourrissent de la même idée principale : les États-Unis sont la plus grande des grandes puissances, mais elle n'est pas toute puissante.

Mais si, pour le 44<sup>ème</sup> président, cette évidence s'est imposée avec les difficultés de la guerre en Irak et même de celle menée en Afghanistan, pour le 45<sup>ème</sup>, la source de cette prise de position est plus ancienne. Ce qui semble avoir marqué sa vision du monde durablement est l'époque où il est devenu célèbre, la fin des années 1980. Période pendant laquelle l'idée la plus généralement répandue était que l'Amérique s'était épuisée à mener la Guerre froide, protégeant un ancien ennemi devenu allié, le Japon. On pensait alors que dans la compétition entre Moscou et Washington, le vainqueur allait être... Tokyo<sup>16</sup>. On est donc dans une logique de compétition, avant tout, avec le monde extérieur, et un patriotisme ombrageux plus affirmé que sous Obama. Cela amené certains analystes américains à mettre en parallèle le futur président Trump et celle d'Andrew Jackson, le septième président des États-Unis. Lui aussi aura été un populisme, intégrant un certain racisme/populisme dans son discours et ses actions populistes (contre les Amérindiens). En politique étrangère, en général, les « Jacksoniens » réagissent face aux menaces, perçues ou réelles, et par nationalisme. Ils refusent l'idée de faire la guerre (ou de la politique) au nom de grands idéaux, ou en les exploitant, comme les néoconservateurs<sup>17</sup>. C'est une défense pure et dure des intérêts nationaux, qui n'a pas peur de provoquer de nouvelles guerres pour cela.

Conséquence naturelle de ce qu'on peut appeler la « doctrine Trump », le rapport aux grandes puissances « classiques », Russie et Chine, est particulièrement important. Ce sont les principaux compétiteurs actuels de Washington, le Japon et l'Europe étant des nains politiques et militaires, suivant la diplomatie américaine, y compris en Asie Centrale<sup>18</sup>. La logique jacksonienne appelle à chercher un compromis avec eux, si cela est possible : on rentre dans la philosophie « transactionnelle » chère au businessman Trump. On se souvient qu'en particulier sur la Russie, il n'a pas tari d'éloges sur Vladimir Poutine. Le but est, à ces yeux, de coopérer avec Moscou, contre Daech<sup>19</sup>. Mais l'idée d'une « romance » entre les locataires du Kremlin et de la Maison Blanche pourrait bien rester théorique. Si l'Amérique cède face à la Russie sur les dossiers géorgien et ukrainien, elle n'apparaîtra plus comme une puissance crédible, capable de protéger ses alliés. Or il n'est pas certain que la Russie, qui se sent aujourd'hui, sur le court terme en tout cas, forte dans l'espace eurasiatique et au Moyen-Orient, ait envie d'un compromis. C'est plutôt une victoire qu'elle recherche : reconnaissance de sa suprématie dans l'espace post-soviétique, et de sa confirmation d'acteur maintenant incontournable sur les grands sujets internationaux (en Syrie mais aussi au-delà). Cette

---

<sup>16</sup> James Kitfield, *The Knowns and Unknowns of Donald Trump's Foreign Policy*, *The Atlantic*, 19 novembre 2016, [http://www.theatlantic.com/international/archive/2016/11/trump-foreign-policy-flynn-sessions-obama-isis-iraq-muslim/508196/?utm\\_source=atlgp](http://www.theatlantic.com/international/archive/2016/11/trump-foreign-policy-flynn-sessions-obama-isis-iraq-muslim/508196/?utm_source=atlgp). Accès le 28 novembre 2016.

<sup>17</sup> Walter Russell Mead, "Donald Trump's Jacksonian Revolt", *Wall Street Journal*, 11 novembre 2016, <http://www.wsj.com/articles/donald-trumps-jacksonian-revolt-1478886196>. Accès le 15 novembre 2016.

<sup>18</sup> On remarquera que la politique européenne en Asie Centrale est d'abord une politique allemande, que la France n'a fait que suivre. Et Berlin n'a fait que copier les grands traits de la politique américaine dans la région...

<sup>19</sup> Reuters, "Donald Trump would consider alliance with Russia's Vladimir Putin against ISIS", *Newsweek*, 26 juillet 2016, <http://europe.newsweek.com/donald-trump-vladimir-putin-isis-syria-iraq-moscow-islamic-state-democratic-483826?rm=eu>. Accès le 1er août 2016.

victoire serait la reconnaissance du retour de la Russie comme authentique grande puissance. Et on ne peut comprendre la politique russe dans son environnement régional depuis la fin de la guerre froide si l'on n'accepte pas que la reconnaissance de son statut de grande puissance est précisément ce qui est voulu par les Russes.

Cela signifierait, de fait, un affaiblissement fatal de l'OTAN, alliance qui a certes été critiquée par Trump, notamment pour son coût. Or les analystes qui soutiennent cette critique oublient souvent un point fondamental : l'OTAN a été un moyen commode pour solidifier un bloc occidental sous influence américaine. Si demain, il n'y a plus d'OTAN, contrairement à ce que pensent certains Américains, il n'est pas certain que ce bloc se maintienne. Une politique qui suivrait un désir de réconciliation à tout prix avec la Russie, et de critique radicale de l'OTAN, pourrait donc signifier la disparition du camp occidental. Ce qui rend cette politique peu probable. Au-delà de compromis limités, il n'est donc pas certain que Moscou et Washington puissent vraiment s'entendre, si les Américains souhaitent garder une certaine crédibilité en tant qu'alliés des Européens, et partenaires de certains pays eurasiatiques.

Si la relation avec la Russie n'ira pas forcément dans le sens amical que l'on prédit, on sait déjà que la relation avec la Chine sera difficile, voire très difficile. La Chine a été la cible de la rhétorique nationaliste de Trump, à un niveau équivalent à celui de son ciblage de l'islam<sup>20</sup>. Et si on suit la logique du leader intellectuel du réalisme en relations internationales, John Mearsheimer, un rapprochement américain avec la Russie fait surtout sens surtout pour contrarier les ambitions chinoises<sup>21</sup>. Ainsi si Trump parle de renforcer la marine américaine, c'est pour contrer militairement les ambitions chinoises en Mer de Chine du Sud<sup>22</sup>. Mais ici encore, on constate moins une rupture qu'une continuité avec la politique d'Obama (et d'Hillary Clinton alors Secrétaire d'État) de « pivot » vers l'Asie. Cette dernière ne s'était pas donné les moyens militaires de véritablement peser. Trump, ici, ne fait qu'aller jusqu'au bout de la logique d'Obama<sup>23</sup> : preuve que cette opposition à la Chine n'est pas le fait d'un seul homme, mais qu'elle représente en fait une tendance profonde dans la réflexion politique américaine contemporaine.

Enfin, il faut prendre en compte la vision de Trump et de ses propres collaborateurs sur l'islam, car cela risque d'avoir un impact politique fort dans le monde musulman (Asie Centrale inclus) et dans le rapport États-Unis à ce monde. Avec ce candidat et ses proches, on voit une reprise du discours du « choc des civilisations » de Samuel Huntington. Par le passé, Obama a insisté

---

<sup>20</sup> Donald Trump est tout de même allé jusqu'à affirmer que la Chine "violait" les États-Unis au travers de leur politique commerciale... Seule la religion musulmane a eu droit, dans le discours de ce candidat, à une désignation, en tant qu'ennemi, aussi radicale. On retrouve bien ici la logique d'un Trump marqué par la montée en puissance du Japon à la fin des années 1980, et craignant que Beijing ne réussisse là où Tokyo a échoué en fin de compte. Voir BBC News, "Trump accuses China of 'raping' US with unfair trade policy", 2 mai 2016, <http://www.bbc.com/news/election-us-2016-36185012>. Accès le 15 mai 2016.

<sup>21</sup> Richard Weitz, "Russia-China-US Rivalry Evident at Valdai Conference", *China-US Focus*, 14 novembre 2016, <http://www.chinausfocus.com/foreign-policy/russia-china-us-rivalry-evident-at-valdai-conference>. Accès le 14 novembre 2016.

<sup>22</sup> Didier Chaudet, "Donald Trump face à la Chine", *Réforme*, 24 novembre 2016, <http://reforme.net/une/monde/donald-trump-face-a-chine>. Accès le 24 novembre 2015.

<sup>23</sup> Michael E. O'Hanlon, "Obama the Carpenter: The President's National Security Legacy", *Brookings Institution*, mai 2015, <https://www.brookings.edu/research/obama-the-carpenter-the-presidents-national-security-legacy/> 1/18. Accès le 10 mai 2016.

pour parler d' « extrémisme violent », refusant l'amalgame du djihadisme avec la religion musulmane. Même W. Bush, souvent critiqué, aura parlé des « enseignements de paix de l'islam », totalement différents de l'idéologie des terroristes du 11 septembre. Le discours, avec Donald Trump, se veut plus brutal, certains diront « islamophobes » ou « raciste anti-musulman ». Ainsi, il est allé jusqu'à dire, pendant la campagne « je pense que l'islam nous déteste ». Pas de nuance ici... Cette dangereuse tendance sera celle de la future administration Trump, il n'y a aucun doute là-dessus. On le constate par les positions extrêmes des futurs collaborateurs du 45<sup>ème</sup> président. Ainsi Mike Pompeo, le futur chef de la CIA, met dans le camp du terrorisme en Syrie non seulement Daech et al-Nusra, mais aussi... le régime Assad et son protecteur iranien<sup>24</sup>. On retrouve une vision encore plus simpliste chez Michael Flynn, futur conseiller à la sécurité nationale, qui considère l' « idéologie islamique » comme le problème, et le fait d'avoir peur des « musulmans » en général comme une position rationnelle<sup>25</sup>.

Cette vision du monde musulman aura des conséquences diplomatiques, bien sûr. Elle présente comme ennemies des États-Unis des États entiers qui n'ont rien à voir avec Daech et Al Qaida. Elle peut facilement amener toute nation musulmane souhaitant avoir une diplomatie indépendante de Washington comme un ennemi à abattre. Et cela signifie une suspicion contre tout musulman américain comme membre d'une cinquième colonne... En fait, le danger du « trumpisme », c'est qu'il confirme une autre idéologie radicale qui considère le choc des civilisations comme inévitable : le djihadisme, et plus largement l'islamisme radical...

Naturellement associé à cette optique de « guerre de civilisations », il est clair que la future administration Trump sera plutôt hostile à Téhéran. Michael Flynn, est obsédé par l'Iran comme un sponsor du terrorisme djihadiste sunnite, même quand cela va fondamentalement à l'encontre de tout ce qui se passe en ce moment dans le monde musulman. Le *President-elect* lui-même a présenté l'accord sur le nucléaire iranien comme « désastre ». Et le gouvernement israélien se tient prêt à insister auprès du 45<sup>ème</sup> président pour qu'il reste dans cet état d'esprit une fois à la Maison Blanche. On peut imaginer que l'Arabie Saoudite, obsédée par l'Iran en tant que puissance régionale « chiite », ira dans le même sens... Un voisin de l'Asie Centrale risque donc d'être en danger à partir de 2017.

### *Quelle diplomatie de l'administration Trump en Asie Centrale ?*

On peut déjà partir du principe que la diplomatie sous Trump suivra la même logique que celle de tous les présidents post-Guerre froide avant lui : il est peu probable que l'Asie Centrale intéresse le pouvoir américain en tant que tel. Ce qui va compter, c'est moins l'Asie Centrale que son environnement régional : Russie, Chine, « AfPak », Iran.

---

<sup>24</sup> Uri Friedman, "The Coming War on 'Radical Islam'", *The Atlantic*, 29 novembre 2016, <http://www.theatlantic.com/international/archive/2016/11/trump-radical-islam/508331/>. Accès le 1er décembre 2016.

<sup>25</sup> Spencer Ackerman, "Michael Flynn: from subtle intelligence chief to Muslim-baiting ideologue", *The Guardian*, 18 novembre 2016, <https://www.theguardian.com/us-news/2016/nov/18/michael-flynn-national-security-adviser-profile>. Accès le 20 novembre 2016.



On sait que le rapport à l'Iran va être troublé : cela risque de peser sur la relation avec l'Asie Centrale, qui avait soutenu la détente entre Téhéran et Washington. D'un point de vue économique et sécuritaire, il est plus intéressant pour les pays centrasiatiques de pouvoir dialoguer avec la République librement, sans pression américaine cherchant à empêcher ce rapprochement entre voisins. Mais quelle que soit la politique choisie par Donald Trump en 2017, cela n'aura qu'un intérêt limité sur l'Asie Centrale. La région fera ce qu'elle a déjà fait dans les années 2000, accepter poliment le discours anti-iranien venant de Washington, tout en gardant des rapports cordiaux avec l'Iran. Et cela afin d'éviter d'être indirectement les victimes de cette rivalité irano-américaine. Selon l'importance de cette rivalité, les pressions américaines sur les capitales centrasiatiques se feront plus ou moins importantes. Mais ce qui devrait compter dans le voisinage centrasiatique pour Trump, ce sont d'abord les grandes puissances, bien plus que Téhéran.

On le constate déjà avec un premier mouvement vers l'Asie Centrale par Donald Trump: parmi les 44 chefs d'État qu'il a appelé depuis sa victoire aux présidentielles, son premier échange a été avec Nursultan Nazarbaiev. Et on connaît le détail de l'échange grâce aux autorités kazakhstanaïses. On constate que la discussion s'est beaucoup concentrée... sur la façon dont Washington et Moscou pourraient apaiser leur difficile relation bilatérale. Le fait que ce sujet soit abordé avec le leader du Kazakhstan n'est pas un hasard : son pays est un proche allié de la Russie, mais il agit de façon ambitieuse et indépendante à l'international. Et Astana s'est souvent présenté comme un intermédiaire pour régler les grands problèmes internationaux (Syrie, nucléaire iranien...). La nation centrasiatique est sans doute un atout d'importance pour le prochain président s'il veut véritablement trouver un terrain d'entente avec le Kremlin.

Il est significatif que malgré le problème objectif que représente un Afghanistan toujours très déstabilisé (et qui inquiète les régimes centrasiatiques), ce sujet n'ait pas été au cœur des discussions avec le M. Nazarbaiev<sup>26</sup>. On reste ici dans la continuité de la campagne présidentielle américaine, qui a vu les deux candidats finalistes s'accorder sur un sujet : ignorer soigneusement le problème posé par l'instabilité afghane. Pourtant une source d'instabilité non négligeable pour l'Asie Centrale, et une source d'inquiétude très actuelle comme on l'a rappelé plus haut. La diplomatie récente menée par Obama et Kerry visait à répondre à cette peur : il semblerait que le futur 45<sup>ème</sup> président, tout à sa grande idée de réparation de la relation russo-américaine, en oublie ce pilier de la diplomatie américaine récente. Encore une fois, on voit le leadership américain moins s'intéresser à l'Asie Centrale que de s'en servir pour toucher son voisinage...

Mais les régimes de la région pourraient malgré tout tirer profit de ce projet de réconciliation russo-américaine. Après tout, leurs économies et celle de Moscou sont très liées, ne serait-ce que par l'argent que les millions de migrants centrasiatiques travaillant en Russie envoient chez eux. Or on constate que la situation économique et monétaire en Russie et en Asie Centrale a provoqué une baisse en terme réels de ces fonds pourtant essentiels, notamment pour le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan. Et la situation économique globalement

---

<sup>26</sup> Reid Standish, "Trump Reaches Out to Central Asia, Looking for a Back Door to Russia", *Foreign Policy*, 1er décembre 2016, <http://foreignpolicy.com/2016/12/01/trump-reaches-out-to-central-asia-looking-for-a-backdoor-to-russia-kazakhstan-putin-nazarbayev/>. Accès le 2 décembre 2016.

difficile en Asie Centrale hors Kazakhstan pourrait faire craindre, en conséquence, une certaine instabilité politique. Un apaisement des rapports entre le Kremlin et la Maison Blanche pourrait vouloir dire la disparition des sanctions contre la Russie, une économie russe en meilleure forme avec le temps, avec un impact positif sur l'Asie Centrale.

Or, comme on l'a vu plus haut, la réconciliation avec la Russie risque de s'avérer difficile. On pourrait assister à un grand coup « marketing » présentant une entente entre Moscou et Washington, voire même aussi avec Beijing : on se souvient que cela avait été le cas en 2002 sous l'administration Bush. Cette illusion de rapprochement avait même amené certains analystes à présenter l'union de ces trois grandes puissances, ou au moins « la Grande Alliance » Moscou-Washington, comme une évidence<sup>27</sup>... Quand on suit les prises de position de la Russie et de la Chine face à la politique américaine dans les années 2002-2005, on se rend bien compte à que cette approche était déconnectée de la réalité. De même, des tensions entre États-Unis et Chine en Mer de Chine du Sud auront forcément un impact sur les relations que pourraient entretenir Chinois et Américains en Asie Centrale. On se souvient qu'après 2001, les rumeurs, au Kirghizstan et au Kazakhstan, d'un soutien américain aux séparatistes ouïghours ont été persistantes sous l'administration Bush. Le président Obama semble avoir réussi à apaiser les craintes chinoises sur ce sujet. Mais l'attitude récente de Trump risque de raviver ces craintes à Beijing. Et comme le rappelle George Voloshin, analyste associé à la Fondation Jamestown, l'idée selon laquelle il serait possible de pousser la Russie à s'opposer à la Chine est difficile à croire en pratique : depuis 2014 au moins l'axe Moscou-Beijing s'est fortement renforcé. Notamment grâce à un certain nombre d'investissements et projets chinois, en particulier dans le domaine énergétique<sup>28</sup>. Par ailleurs, il ne faut pas sous-estimer la mémoire diplomatique russe. Depuis la chute de l'URSS, c'est la confrontation géopolitique en Europe de l'Est et dans le Caucase, notamment, qui a dominé la relation entre le Kremlin et Washington. Et cette confrontation est lié à un profond désir américain d'empêcher la Russie de (re)devenir une authentique grande puissance<sup>29</sup>. Quant à la relation entre Russes et Chinois, si elle est loin d'être sans nuages, l'Empire du Milieu a toujours su montrer son respect pour les intérêts de son voisin du nord. Les chercheurs occidentaux évoquent depuis longtemps un « mariage de raison » entre les deux pays... mais la relation entre les deux pays reste bonne, sans sujet pouvant clairement provoquer une rupture pour l'instant. Donc l'idée de retourner la Russie contre la Chine ne marchera pas en Asie Centrale. L'Amérique de Trump n'aura donc que deux choix à sa disposition en Asie Centrale : rester sur la voie tracée par le président Obama et John Kerry, et, au mieux, investir plus dans l'aide militaire et financière aux pays d'Asie Centrale ; ou elle peut décider de chercher à contrer l'influence chinoise dans la région, ce qui sera voué à l'échec. En effet, les investissements chinois sont trop importants pour que les régimes locaux s'en passent uniquement pour plaire

---

<sup>27</sup> Un ouvrage significatif de cette période est celui de Frédéric Encel et Olivier Guez, *La Grande Alliance. De la Tchétchénie à l'Irak: un nouvel ordre mondial*, Paris: Flammarion, 2004.

<sup>28</sup> George Voloshin, "Trump win means US New Silk Road project faces slow death", *Global Times*, 23 novembre 2016, <http://www.globaltimes.cn/content/1019814.shtml>

<sup>29</sup> Pour s'en convaincre, on peut relire, par exemple, Zbigniew Brzezinski, *The Grand Chessboard: American Primacy And Its Geostrategic Imperatives*, New York: Basic Books, 1997, pp.58-59. L'auteur y explique l'importance de bloquer l'influence russe en Ukraine surtout, et en Azerbaïdjan dans une certaine mesure, pour empêcher la Russie de devenir à nouveau une grande puissance, c'est-à-dire un État dominant son environnement régional. Et si l'Azerbaïdjan est considéré comme important pour Brzezinski, c'est parce que l'indépendance de cette nation peut aider à celle de l'Asie Centrale face à Moscou...

à Washington. Le choix de la continuité avec l'administration Obama offrirait la possibilité d'un certain *statu quo* entre grandes puissances en Asie Centrale. Et ce serait la plus raisonnable : elle permettrait une coopération plus rapide entre Beijing, Moscou et Washington en cas de déstabilisation politique ou sécuritaire d'un pays dans la région.

Mais il est probable que ce soit le rapport à l'islam de Trump, bien plus que celui aux grandes puissances, qui ait l'impact le plus marquant sur la future diplomatie de Donald Trump en direction de l'Asie Centrale. On voit que son approche, et celui de son entourage, peut l'amener à voir la lutte contre les groupes djihadistes comme une guerre des civilisations. Ce qui amène à une politique simple : soutenir sans sourciller tout régime déclarant s'opposer au djihadisme, quel que soit ses méthodes. Bien sûr, pour Tachkent et pour Douchanbé, dont les régimes se sentent particulièrement menacés, à raison, par des groupes terroristes, quand on prend en compte le réel danger afghan, c'est une bonne nouvelle. Et c'est une évolution salutaire suite au discours qui pouvait émaner des ministères, *think tanks* et universités aux États-Unis ces dernières années, et qui ont choisi de tout simplement nier le problème djihadiste et les risques venant d'Afghanistan. Malgré des faits appelant à une prise de position moins simpliste que celle qu'on aura pu entendre : tout est de la faute des régimes autoritaires locaux<sup>30</sup>. Hélas l'approche de Trump risque de représenter l'approche simpliste inverse, signifiant une politique fondée sur le soutien aux régimes locaux peu importe les atteintes aux droits de l'Homme, au nom de la « guerre contre le terrorisme ». Bref, un retour à la politique américaine pré-Andijan de W. Bush (2002-2005). Si cela peut permettre une meilleure coopération contre-terroriste dans les prochaines années, cela risque aussi d'entraîner bien des abus nourrissant la rhétorique et les capacités de recrutement djihadiste. L'approche de Trump pourrait en fait permettre des politiques de répression incontrôlées non seulement en Asie Centrale, mais aussi l'effritement de la démocratie en Afghanistan. Or l'équilibre politique afghan est important pour une Asie Centrale inquiète de l'instabilité de son voisin du sud.

On sait que la démocratie afghane est déjà toute relative, même si elle est réelle. Si le premier tour des dernières élections présidentielles afghanes de 2014 s'est passé dans de bonnes conditions, le deuxième tour a vu des irrégularités réelles. En cause, la division ethnique du pays et la position dominante des Pachtounes. En fait, seule l'implication américaine, notamment de John Kerry, a permis d'éviter une dérive violente de l'opposition entre Ashraf Ghani, devenu président, et Abdullah Abdullah, 1<sup>er</sup> au premier tour des élections devenu 2<sup>ème</sup>

---

<sup>30</sup> Pour comprendre l'impact de la question afghane sur la sécurité centrasiatique, on invite le lecteur à lire les travaux de l'auteur sur le sujet. Notamment Didier Chaudet, "Terrorisme islamiste en Grande Asie centrale : "Al-Qaïdisation" du djihadisme ouzbek", *Russie.Nei.Visions*, numéro 35, décembre 2008, <https://www.ifri.org/fr/publications/enotes/russieineivisions/terrorisme-islamiste-grande-asie-centrale-al-qaidisation>; du même auteur, "Une menace de "djihad" venant du sud? L'influence de l'AfPak sur l'islamisme radical en Asie Centrale", *CERI/CNRS*, novembre 2011, [http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/art\\_dc.pdf](http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/art_dc.pdf); "Le défi djihadiste dans l'Asie Centrale post-soviétique", *Questions Internationales*, numéro 82, novembre – décembre 2016; en coopération avec Bayram Balci, "Jihadism in Central Asia: A Credible Threat After the Western Withdrawal from Afghanistan?", *Carnegie Endowment for International Peace*, 13 août 2014, <http://carnegieendowment.org/2014/08/13/jihadism-in-central-asia-credible-threat-after-western-withdrawal-from-afghanistan-pub-56381>.

au second<sup>31</sup>. Demain, une administration Trump n'ayant que faire de la démocratie et de la bonne gouvernance en Afghanistan et en Asie Centrale exciterait les pires instincts de certains régimes de la région, vers plus de répression et de mépris pour une logique d'État de droit. En fait, on se retrouverait face à une copie conforme de la politique américaine face aux régimes autoritaires dans le monde arabe dans les années 1980... la période qui a vu la lente montée en puissance des groupes djihadistes dans la région, jusqu'à l'explosion des années 1990, avec le développement d'Al Qaida, la guerre civile algérienne, le défi d'un djihadisme terroriste à l'Égypte...

La vision de Trump, mélange des idées de Samuel Huntington et d'une logique politique « court-termiste » dont on connaît déjà les effets désastreux, n'est donc pas une bonne nouvelle pour la stabilité centrasiatique à plus long terme. Et ce que l'on sait de sa possible diplomatie face aux deux autres grandes puissances de la région n'est pas vraiment rassurant non plus pour l'Asie Centrale.

Bien entendu, on peut imaginer un scénario moins marqué par les idées et les grandes positions géopolitiques, et plus par le *business as usual*. On assistera peut-être à une « chiraquisation » relative du 45<sup>ème</sup> président, qui, comme l'ancien président français, serait bon pour les campagnes, mais moins actif pour la gestion du pouvoir. Il pourrait aussi se contenter de jouer du conflit d'intérêt réel entre Trump président et Trump homme d'affaires. Et donc se concentrer sur une diplomatie plus attentiste visant d'abord à protéger ses intérêts financiers, en usant de fait sa position politique pour cela<sup>32</sup>. Il peut aussi y avoir un choc particulier dans les années à venir, redéfinissant radicalement la vision du monde du président Trump. Par exemple, une montée en puissance des tensions avec la Chine allant jusqu'à un dérapage militaire même vite apaisé amènerait le monde occidental à mettre de côté ses craintes par rapport au monde musulman pour se concentrer sur l'Asie-Pacifique. Ou un attentat terroriste spectaculaire sur le sol américain, plus encore que le 11 septembre, pourrait amener à une coopération réelle entre grandes puissances, évitant donc toute rivalité en Asie Centrale...

Mais l'analyste doit s'appuyer sur les sources ouvertes à disposition. Et ces dernières, au mieux, permettront un renforcement de la coopération anti-terroriste sur le court terme, et une région vue comme une zone « neutre » dans la rivalité entre Russie, Chine et États-Unis. Au pire, on verra l'Asie Centrale devenir un échiquier de l'opposition entre les grandes puissances, pendant que rien n'empêche l'Afghanistan de tomber totalement dans le chaos,

---

<sup>31</sup> Entretiens de l'auteur mené avec des personnalités politiques et sécuritaires afghans à Kaboul, juillet 2014. Il a entre autres été affirmé par un politicien de premier plan du camp d'Abdullah Abdullah que les Tadjiks, ses soutiens, se tenaient prêts à faire un coup d'État, en réaction aux irrégularités réelles qui ont marquées le second tour. Lors d'un autre entretien avec un ancien islamiste du Hezb-I Islami aujourd'hui rallié au régime de Kaboul, ces irrégularités représentaient une logique politique qui était la sienne : le soutien au fait que seul un Pachtoune aurait vraiment le droit de régner en Afghanistan.

<sup>32</sup> Tina Nguyen, "Donald Trump is already using the presidency to enrich his businesses", *Vanity Fair*, 20 novembre 2016, <http://www.vanityfair.com/news/2016/11/donald-trump-business-white-house-conflict-interests>. Accès le 28 novembre 2016.

et le cercle vicieux répression-terrorisme de rendre la région plus instable et moins attractive pour les investissements internationaux.

Pour la France, et pour l'Union Européenne en général, ces risques devraient avoir les conséquences suivantes :

- Comprendre qu'une stratégie diplomatique sérieuse en Afghanistan (et donc aussi au Pakistan, ces deux pays sont intimement liés, y compris d'un point de vue sécuritaire) est important non seulement pour la stabilité de l' « AfPak », mais aussi pour celle de l'Asie Centrale. Cela demande une coordination plus poussée entre Etats-membres. Ce serait une politique à courte vue, notamment au niveau sécuritaire, de totalement découpler Asie Centrale et Asie du Sud
- Il y a le besoin d'un équilibre entre les objectifs de court terme, notamment sécuritaires, et les objectifs de plus long terme, parfois associés à des idéaux particuliers (renforcement de l'État de droit, par exemple). Il serait contre-productif pour les Européens de jouer les moralisateurs sur les questions liées aux droits de l'Homme<sup>33</sup>. Mais il serait aussi dangereux de totalement oublier les valeurs dites « européennes » au nom d'une *Realpolitik* un peu simpliste. Le but ne doit pas être de forcer au changement, ce qui ne marcherait pas. Mais de prouver avec le temps, par une diplomatie publique, par l'éducation, des opportunités d'échange vers l'Europe pour politiciens, chercheurs, étudiants, qu'un renforcement de l'État de droit, l'évolution vers une meilleure gouvernance, est sans doute la meilleure façon d'attirer des investissements, des touristes, et d'autres opportunités venant d'Occident.

---

<sup>33</sup> Voir Didier Chaudet, "Asie centrale, éviter les analyses simplistes (1) : les régimes autoritaires", *Réforme*, 28 juin 2016, <http://reforme.net/billet/7378/asie-centrale-eviter-analyses-simplistes-1-regimes-autoritaires>. Accès le 1er décembre 2016.

\*Didier Chaudet est chercheur associé de l'IFEAC depuis novembre 2016, chargé des études géopolitiques et sécuritaires de l'Institut. Il est spécialiste de ces questions sur l'Asie Centrale, le(s) Caucase(s) et l'Asie du Sud-Ouest (Iran, Afghanistan, Pakistan). Il travaille comme consultant indépendant sur ces questions, entre Hong Kong, Bichkek et Paris. Il est également Directeur de la publication du CAPE (Centre d'Analyse de la Politique Étrangère, [www.capeurope.eu](http://www.capeurope.eu)), un *think tank* français, et chercheur non-résident à l'IPRI (*Islamabad Policy Research Institute*), le principal *think tank* Pakistan. Il tient une tribune régulière sur ses spécialités pour le *Huffington Post* (<http://www.huffingtonpost.fr/didier-chaudet/>) et pour le journal *Réforme* (<http://reforme.net/blog/geopolitique-route-soie>). Auparavant, il a été : chercheur invité dans différents *think tanks* en Iran, Afghanistan, Pakistan (2014-2015) ; chercheur en charge de l'analyse sur le Pakistan, l'Afghanistan, les relations Asie Centrale-Asie du Sud et les relations Iran – Asie du Sud pour ISAS (Institut des Études sur l'Asie du Sud) à l'Université Nationale de Singapour (2012-2013) ; enseignant au Collège universitaire de Sciences Po Paris, sur l'Asie Centrale et l'Asie du Sud (2008-2011) ; et chercheur à l'IFRI (Institut Français des Relations Internationales), en charge de l'Asie Centrale et de l'Afghanistan (2008). Il est diplômé de Sciences Po Paris, et est un ancien *Fox Fellow* de l'Université de Yale.

Il est l'auteur de deux ouvrages :

- *Les Néoconservateurs Américains face à l'Islam*, Paris : UniversCités, 2005
- *L'Empire au Miroir, Stratégies de Puissance aux États-Unis et en Russie*, Genève : Droz, 2007, co-écrit avec Florent Parmentier et Benoît Pélopidas. L'ouvrage a été traduit en anglais et en roumain.

Il est également l'auteur de nombreux articles universitaires et journalistiques sur l'Asie Centrale, l'Asie du Sud, l'Iran, le(s) Caucase(s) du Nord et du Sud, le terrorisme/contre-terrorisme, et les politiques des grandes puissances (Russie, États-Unis, Chine) sur ces sujets.

Ses centres d'intérêt : les questions sécuritaires au Pakistan, en Asie centrale et au Caucase ; la diplomatie asiatique de l'Iran ; le danger djihadiste en Asie Centrale et dans le Xinjiang ; les diplomaties américaine et chinoise en Asie Centrale.

-